

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-France-remet-quelques-archives-de-la-Sale-Guerre-a-l-Argentine>

La France remet quelques archives de la "Sale Guerre" à l'Argentine

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Argentine -

Date de mise en ligne : vendredi 24 mars 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La France a remis à Buenos Aires des archives relatives au coup d'État de 1976 en Argentine, à l'occasion du 30e anniversaire de ce putsch, a-t-on annoncé vendredi de source officielle.

Par l'Agence France-Presse

Paris, le vendredi 24 mars 2006

« La France a transféré aux autorités argentines un ensemble de documents d'archives, qui présentent un intérêt pour la compréhension de cette période tragique de l'histoire » de l'Argentine, a déclaré le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Jean-Baptiste Mattéi.

Il n'a pas donné de précisions sur la teneur des archives, laissant seulement entendre qu'elles pourraient se référer aux relations entre Paris et Buenos Aires à cette époque et peut-être aux exilés argentins en France.

La France, a-t-il ajouté, « s'associe au souvenir des années sombres traversées par le peuple argentin » avec plusieurs manifestations commémoratives, dont la pose d'une plaque en souvenir des victimes de la dictature à la station « Argentine » du métro parisien.

Le sous-secrétaire d'État argentin pour les Droits de l'Homme, Rodolfo Mattarollo, a prononcé en début de semaine un discours à l'Hôtel de Ville de Paris, « dans lequel il a rappelé la solidarité dont la France et les Français avaient fait preuve à l'égard du peuple argentin pendant ces années, en accueillant notamment de nombreux exilés », a noté M. Mattéi.

L'Argentine commémorait vendredi le 30e anniversaire du coup d'État, qui a porté au pouvoir le 24 mars 1976 les militaires, responsables pendant sept ans d'une des dictatures les plus sanglantes d'Amérique latine.

Quelque 30.000 opposants à la dictature ont été assassinés ou portés « disparus », pour la plupart enlevés puis tués par les forces de sécurité, selon les organisations de défense des droits de l'Homme.